



***The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library***

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search  
<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

## COMPTES RENDUS

### LECTURES

ALESSANDRO STANZIANI (*sous la dir.*), *La qualité des produits en France (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*.

Paris, Éditions Belin, 2003, 345 p.

Depuis une quinzaine d'années, la thématique de la qualité a vu se développer de nombreux travaux de recherche dans les diverses disciplines des sciences sociales et des sciences humaines, sans oublier le domaine du droit. Cette thématique se prête à l'analyse par divers « angles d'attaque », on peut même dire qu'elle invite à la pluralité des approches. C'est une telle pluralité que met en œuvre cet ouvrage, publié en 2003, à partir d'une réflexion collective menée dans le cadre d'un séminaire « *Normes et produits* » de l'IDHE (Institutions et dynamiques historiques de l'économie, CNRS) et d'un groupe de travail consacré aux classifications et aux certifications des produits. Le résultat est réussi, autant au plan de la cohérence de l'ouvrage (ce qui n'est jamais évident pour un document collectif), qu'au plan des résultats et des pistes de recherche qui se dégagent. Je m'attacherais principalement à rendre compte de ces apports, avant de souligner plus brièvement quelques aspects critiques de l'ouvrage.

Sous la direction d'un historien, Alessandro Stanziani, l'ouvrage réunit dix chapitres principalement d'historiens, mais aussi de sociologues et d'économistes spécialistes du droit (au passage, on regrette l'absence d'une brève note biographique sur les auteurs). Il adopte une perspective historique pour traiter en même temps, et c'est une originalité de l'ouvrage, la genèse des représentations que se font les acteurs de la régulation de la qualité et des marchés, et la « réalité » de ces marchés, les conditions de leur émergence et de leur fonctionnement. C'est donc une réflexion à ce double niveau qui est menée sur les organisations, les règles, les institutions qui articulent une économie de marché. L'ouvrage est clos par deux postfaces qui contribuent à mettre en valeur l'originalité et les apports de cette réflexion collective. En tant qu'ouvrage collectif, un de ses mérites principaux est de suivre un fil directeur qui en fait une contribution cohérente à la compréhension de l'économie de la qualité, malgré la diversité des disciplines engagées, des secteurs et des périodes considérés.

En la matière, il faut souligner l'importance de l'introduction d'Alessandro Stanziani. D'une part, elle présente rapidement, mais de manière pertinente, le traitement de la qualité par les principales disciplines. Du modèle économique de base où utilité et qualité se confondent, jusqu'aux travaux des historiens qui délaissent cet objet ou, au mieux, reproduisent les approches des économistes, en passant par l'information asymétrique sur

la qualité et par la différenciation de la qualité support de la concurrence monopolistique, on comprend que la prise en considération scientifique de cette notion pose problème. D'où l'ambition de l'ouvrage de « *rassembler des auteurs issus de domaines différents et ne partageant pas les mêmes intérêts afin de dépasser les limites des approches disciplinaires concernant la qualité* » (p. 15). D'autre part, l'introduction indique clairement le sens de la réflexion collective vers laquelle convergent les diverses contributions : le rapport entre normes et activité économique. Dans une économie de marché, en matière de qualité, ce rapport doit faire tenir ensemble deux registres où la convergence entre intérêts individuels et intérêt collectif est loin d'être spontanée : la discipline de la concurrence et la préservation de la santé publique. De plus, l'introduction trace aussi la problématique générale de l'ouvrage : pour comprendre le fonctionnement de l'activité économique, des échanges, des marchés, il faut analyser non seulement la manière dont les acteurs, privés ou publics, s'accordent autour d'une notion de qualité, mais aussi les implications de leurs désaccords éventuels. Ainsi, tout au long des chapitres, une même grille d'analyse de la qualité demeure, qui prend systématiquement en compte trois niveaux : celui de l'action publique (les administrations), celui des marchés (les choix économiques des acteurs) et celui des règles de droit.

La perspective historique adoptée se traduit par une distribution des contributions des dix auteurs selon trois grandes parties qui amènent le lecteur du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'époque contemporaine. Chaque partie correspond à une grande période historique caractérisée par un mode d'articulation particulier du marché et de la société et par des dispositifs de qualification des produits : 1) « La construction de la qualité sous l'Ancien Régime » ; 2) « La qualité de l'économie libérale » ; 3) « Normes de qualité et institutions au XX<sup>e</sup> siècle ». Cependant cette partition n'est pas uniquement chronologique. En effet, chacune des trois parties tend à traiter d'une question plus particulière.

La première partie, certainement la plus cohérente et la plus convaincante de l'ouvrage, montre bien comment dans la période d'Ancien Régime, les règlements soutiennent l'émergence, le fonctionnement et l'extension géographique des marchés. Les trois chapitres constituant cette partie, tous rédigés par des historiens, étayent cette hypothèse en analysant avec précision les institutions qui naissent des rapports entre l'État et la concurrence. Chacun, à partir d'un questionnement spécifique, montre que l'intervention étatique est justifiée par la nécessité, à la fois, d'identifier et de classer les produits, de les évaluer et de les hiérarchiser, à partir de nomenclatures et d'instruments de mesure collectivement ou publiquement reconnus. C'est que nous sommes dans une « économie du connaisseur », où les ajustements qualitatifs entre offre et demande sont supportés par des experts ou des arbitres chargés d'identifier, d'évaluer, de contrôler ou de certifier les produits, sur la base de ces instruments.

Le chapitre 1 de Jean-Yves Grenier est à cet égard éclairant. Il entre dans cette problématique à partir de la question de la fixation du « juste prix » telle qu'elle se pose sur les marchés dans l'économie de l'Ancien Régime. Le règlement est ici un dispositif qui réduit l'asymétrie d'information et contient les comportements que la théorie économique qualifiera plus tard « d'opportunistes ». Liliane Hilaire-Perez, dans le deuxième chapitre, adopte comme point de départ la question de l'évaluation de l'impact des innovations de qualité sur la croissance économique. Cette évaluation, dont l'enjeu est l'obtention d'un soutien financier public, est réalisée par des experts qui appartiennent aussi bien au monde

savant qu'à la sphère de la production (les métiers, les manufactures) ou des réseaux administratifs. Enfin, dans le troisième chapitre, Philippe Minard « boucle » cette première partie en s'intéressant au commerce international des produits textiles de qualité « haut de gamme » et au passage des marchés locaux aux marchés nationaux. Il met en évidence les nombreuses et difficiles questions relatives à la qualité que soulèvent le fonctionnement « efficace » des marchés et l'intervention publique (asymétrie d'information ou de pouvoir, distorsion de concurrence, entrave aux échanges, etc.). Un propos de Philippe Minard (p. 89) me semble les synthétiser : « *Le débat sur les règlements ne divise donc pas simplement les praticiens du commerce entre eux : chacun paraît au contraire lui-même intimement partagé entre le désir de s'abriter derrière les normes et les contrôles, de les imposer aux autres, d'une part, et le souci de pouvoir saisir à sa guise toutes les opportunités commerciales, quitte à enfreindre ces mêmes normes, d'autre part.* »

La deuxième partie de l'ouvrage, qui porte sur l'économie libérale du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, poursuit la démonstration de la première partie : « *Renversant... les thèses traditionnelles, elle met en évidence que la mise en place et le fonctionnement de l'économie libérale auraient été impossibles sans les règles de droit disciplinant les marchés, et remet en cause l'opposition entre un Ancien Régime "dirigiste" et un XIX<sup>e</sup> siècle libéral.* » (p. 21) ; « *L'économie du XIX<sup>e</sup> siècle est loin de confirmer les représentations de la pensée économique libérale de l'époque. Le marché concurrentiel ne constitue pas le fruit d'une "main invisible", mais il apparaît au contraire comme le résultat d'un long travail juridico-institutionnel riche en contentieux* » (p. 16).

C'est ce qu'illustrent les chapitres suivants. Très bien documentés, ils offrent au lecteur des analyses très fines de secteurs différents, à des époques où l'industrialisation a déjà vécu ses révolutions. Ils abordent également la question problématique de l'intervention de l'État, mais en se centrant sur son action dans la définition des produits plutôt que sur son rôle dans l'organisation du processus concurrentiel. La problématique des contributions est ici la qualification des produits par des organisations et des institutions qui définissent et font évoluer leurs caractéristiques. À partir de l'analyse des jeux d'acteurs, ils approfondissent une question esquissée dans la partie précédente, celle de l'évolution de la définition des produits quand la production industrielle et la connaissance scientifique (notamment la chimie) s'en emparent. En la matière, ils s'inscrivent dans un ensemble de travaux récents réalisés par ailleurs, notamment dans le champ de la sociologie.

Le chapitre 4 de Pierre-Paul Zalio se veut une contribution à une sociologie économique des produits. Il nous introduit dans l'intimité du « savon de Marseille », entre le début du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Cette étude associe la problématique de la qualification à la question, largement développée ailleurs que dans cet ouvrage dans le cas des produits alimentaires, des liens qui attachent un produit à son lieu de production, à la tradition et aux savoirs locaux. Pourtant très prégnante dans le secteur vitivinicole, cette dernière question n'est pas l'angle d'analyse qu'adopte Alessandro Stanziani dans le chapitre 5 sur la construction de la qualité du vin (entre 1880 et 1914). Ainsi, il met de côté la question de la contrefaçon (usurpation d'une appellation d'origine, par exemple) pour traiter uniquement celle de la falsification (par exemple, l'addition de colorants interdits). Martin Bruegel, de son côté, met en relief, dans le chapitre 6, les « tribulations » des industriels de la conserve qui, au travers de processus successifs de normalisation de leurs produits, ont construit leur ajustement à un marché d'un type nouveau qui s'est constitué entre les deux guerres mondiales : le marché de consommation de masse.

La troisième partie est consacrée, pour l'essentiel, à la période contemporaine la plus récente (après 1980), même si les deux derniers chapitres ont leurs racines dans des législations du début du XX<sup>e</sup> siècle. Partie la plus éclectique de l'ouvrage, elle aborde d'abord le problème de la qualification dans des « zones » particulièrement critiques. Elle donne à voir que l'expansion de l'économie de marché, l'industrialisation de la production et le progrès scientifique non seulement n'éliminent pas toutes les incertitudes attachées aux produits, mais parfois en génèrent eux-mêmes. Certaines activités montrent des spécificités en quelque sorte « irréductibles », d'autres sont soumises à l'émergence de phénomènes inconnus ou inattendus.

C'est le premier type d'activité qu'illustre le chapitre 7. Christian Bessy y étudie l'activité des commissaires priseurs dans l'organisation des ventes publiques d'objets d'art. Objets auxquels on ne peut pas donner une qualité *a priori*, car c'est au moment de la construction de leur espace de circulation (leur « marché ») que leur qualité se définit. À première vue, il s'agit là d'un cas « extrême », mais en fait cette idée d'une construction sociale de la qualité qui se fait au fur et à mesure de la circulation des produits est présente dans tout l'ouvrage. Une autre situation critique est celle où les normes de définition des produits qui structurent un secteur sont complètement déstabilisées par un choc exogène. C'est, en l'occurrence, le secteur de la viande bovine soumis à la crise de la « vache folle » et analysé par Jérôme Bourdieu dans le chapitre 8. On nous fait mesurer à quel point la régulation endogène du marché que décrit la théorie est inadaptée, voire impuissante à assurer à elle seule la stabilité, voire la reproduction du marché. La construction des marchés n'obéit pas un processus historique linéaire qui d'une forme d'échange « primitif » ou local amènerait l'échange marchand à la forme concurrentielle ; elle est toujours soumise aux aléas qui empêchent ou mettent en péril les dispositifs de qualification. De ce point de vue, ces deux chapitres auraient aussi bien pu figurer dans la partie précédente, même s'ils traitent de cas contemporains.

Les deux derniers chapitres contribuent également à la moindre cohésion de cette partie. Cependant, ils ont l'avantage d'ouvrir les voies de recherche parmi les plus novatrices. À partir du cas américain, Thierry Kirat analyse, dans le chapitre 9, comment le jugement de la qualité est intégré dans les modèles juridiques qui définissent la responsabilité du fait des produits. Pour déterminer *a priori* cette responsabilité, il faut pouvoir identifier la qualité et ses responsables, ce qui ne va pas de soi quand le produit circule (*de facto* la production est collective) ou quand la connaissance sur le produit n'est pas complète (que l'on songe aux controverses autour des produits génétiquement modifiés). Dans une veine analogue, à partir de l'analyse de la qualification par la réglementation et les règles de droit, le chapitre 10 d'Evelyne Serverin explique comment le législateur a longtemps privilégié une définition de la qualité propre à préserver les « intérêts du commerce ». Ce n'est qu'au cours des trois dernières décennies, et notamment dans le cadre de la construction du marché unique européen, qu'émerge une « qualité de sécurité » clairement distincte de la qualité en jeu dans les relations marchandes. C'est la figure du consommateur comme acteur de la qualité qui est ainsi mise en avant.

D'une manière générale, tout au long de l'ouvrage, on voit que dans l'élaboration des normes et règlements, ce n'est pas tant la défense des intérêts du consommateur qui est prise en considération (sa protection contre les fraudes ou les falsifications) que l'existence de l'activité commerciale (la loyauté des transactions et de la concurrence). Si le point de

vue de l'acheteur n'est pas complètement absent, c'est cependant essentiellement une problématique de l'offre qui est considérée dans l'ouvrage. Probablement cela correspond-il à la manière dont les acteurs du marché et des règlements traitaient effectivement les problèmes. Mais peut-être cela vient-il également de la posture historique adoptée et du type de documentation traité par les auteurs. En tous cas, une tendance des recherches récentes sur le thème de la qualité est justement d'accorder une plus grande attention à la qualification du point de vue de la sphère de la consommation et de ses acteurs<sup>1</sup>.

Les deux postfaces de l'ouvrage contribuent à sa cohérence. Loin d'être de pure forme, elles prolongent et approfondissent la réflexion sur la problématique dégagée dans l'introduction.

La postface de Robert Salais, économiste qui a beaucoup contribué à « l'économie des conventions », aide à la cohérence de ce livre collectif en proposant une lecture transversale très stimulante. Il voit l'originalité et la force de l'ouvrage dans un triple mouvement qui emmène la réflexion sur la qualité « *de la norme comme prescription vers la norme comme modèle de référence à l'action ; de l'institution comme encadrement préalable de comportements opportunistes vers l'institution comme dispositif de jugement des conflits et de relance de la coordination ; de l'histoire téléologique vers l'histoire conçue comme une ouverture des possibles* » (p. 272). Tout au long de ces lignes de lecture, Robert Salais souligne, avec beaucoup de finesse et sans complaisance, les voies de recherche que soulèvent les différentes contributions.

À partir d'un point de vue d'historien qui regrette que « *l'histoire économique, en tout cas dans sa version française, (ait) peu fréquenté le thème des produits* » (p. 291), Denis Woronoff met en évidence l'intérêt du renouvellement de l'histoire économique par les produits. Faire leur histoire éclaire notamment les dynamiques d'innovation et d'échange, dès lors que l'on ne considère pas les produits comme des ensembles stables, mais comme des ensembles qui se forment et se modifient tout au long du processus qui va de la sphère de la production jusqu'au moment de leur consommation, en passant par la mise en contact du vendeur et de l'acheteur. À sa manière, cette postface clôt le livre sur l'idée qui transparaît au travers de l'ouvrage : la qualité se construit avec la circulation des produits.

Deux aspects méritent quelques réflexions critiques. Ils concernent le choix des secteurs ou des produits et la manière dont chaque période est traitée.

Pour le premier aspect, la plupart des chapitres adopte une double « entrée », mais chacun en privilégie une plutôt que l'autre. La première entrée est celle par un produit ou un secteur d'activité particulier (l'industrie textile, la métallurgie, le savon de Marseille, le vin, les conserves, la viande bovine, les œuvres d'art,...). L'autre entrée est plus thématique (la construction du prix, la concurrence, l'intermédiation, l'innovation, la responsabilité, la sécurité des produits). Chaque contribution s'appuie sur des investigations documentaires fouillées et bien mises en relief au travers d'une problématique, plus ou moins bien argumentée et convaincante selon l'intérêt que lui portera le lecteur, mais dans tous les cas claire et bien exprimée.

---

<sup>1</sup> À cet égard, la brève bibliographie fournie dans la note de bas de page suivante est éclairante.

Il reste que la diversité des « cas », sectoriels ou historiques, pose la question de savoir si les analyses et les résultats présentés dans cet ouvrage seraient modifiés, sur quels points et dans quelle mesure, par l'étude d'autres situations ou d'autres types de produits. Certes, l'importance des références bibliographiques mobilisées permet d'identifier ou d'inférer des équivalences avec bien d'autres études et cas que ceux traités dans l'ouvrage, mais la question mérite d'être approfondie.

Un point, en particulier, est problématique, qui a trait à l'absence de produits ou de secteurs concernés par les AOC ou les labels rouges dans le domaine agroalimentaire. En regard au titre de l'ouvrage qui entend traiter de la qualité en France, cette absence est dommageable, car en matière de qualité, on sait que ces dispositifs sont au cœur d'une spécificité française importante. D'ailleurs, cette spécificité aurait été éclairée sous un jour nouveau en la regardant à partir de la « philosophie » de l'intervention de l'État que toute la première partie de l'ouvrage met bien en évidence. Ainsi, ne pourrait-on pas considérer que l'architecture institutionnelle et organisationnelle des systèmes d'AOC ou des labels en France ne trouve pas ses racines simplement dans un parti pris agrarien de défense des terroirs, mais aussi dans une philosophie de l'intervention de l'État propre à la France ?

Concernant la question de la construction des marchés, la comparaison avec un pays où la tradition interventionniste en matière de qualité est toute différente aurait certainement enrichi l'analyse. Bien sûr, cela était clairement hors du champ de l'ouvrage, mais il est indispensable de se demander dans quelle mesure des cas d'étude étrangers remettraient en cause ou non les résultats acquis ici. Par exemple, que penser des conditions d'émergence des marchés dans des pays où l'État agit avec des instruments différents de ceux de la France, dans des régions ou dans des secteurs économiques où les organisations professionnelles sont de nature toute autre ?

Entendons-nous bien, ce n'est pas la pertinence de l'approche par les études de cas qui est en cause. En effet, l'analyse de cas, au sens de « cas qui fait jurisprudence » est susceptible, par accumulation et par complément, d'enrichir considérablement la compréhension des marchés. La critique porte sur la référence, dans divers chapitres, au marché de la théorie économique : on sait qu'à elle seule la démarche historique ne peut pas invalider les représentations théoriques de l'économie.

En ce qui concerne le second aspect qui est la périodisation adoptée, elle permet de mettre en lumière les synergies entre la dynamique des marchés et l'intervention de l'État, plutôt que leur opposition, dans l'émergence ou le fonctionnement d'une économie de concurrence. De ce point de vue, la justification, dans l'introduction (p. 16), du choix de la période initiale est convaincante : *« En amont, l'analyse des produits et des normes commence au tournant du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles. Il s'agit là d'un choix raisonné, car les multiples opérations de qualification des produits réalisées par la suite, loin de s'élaborer dans un vide normatif, ne peuvent se comprendre que si on part des acquis de cette époque ; même si l'Antiquité ou le Moyen Âge ont leurs propres dispositions en matière de qualité et de sécurité alimentaire, l'émergence des États monarchiques et des marchés nationaux marque une étape nouvelle. C'est désormais par rapport au droit étatique que les autres normes et les rapports informels se définissent »*. De son côté, la deuxième partie qui analyse l'économie du XIX<sup>e</sup> siècle soutient l'idée que ce n'est pas le poids des normes par rapport à celui du marché qui différencie les périodes, mais bien l'agencement entre les différents dispositifs de qualification.

Si l'on est convaincu par le matériel et l'argumentation présentés dans les différents articles, il reste que les situations étudiées, pour intéressantes qu'elles soient, ne permettent pas de formuler de grands types d'agencements qui couvriraient la diversité des formes organisationnelles ou institutionnelles à l'œuvre dans une économie de marché. En la matière, une démarche plus analytique aurait dû être empruntée, mais il est vrai que telle n'est pas la perspective de l'ouvrage.

Les deux derniers chapitres du livre ouvrent aux évolutions actuelles des économies de marché. Les dimensions européenne et internationale qui sont introduites montrent bien la nécessité aujourd'hui de les prendre en compte dans les analyses actuelles sur les questions de la qualité. Cette partie est originale et très stimulante, en particulier pour son ouverture vers le domaine du droit. Pourtant une meilleure couverture de l'ensemble de la période aurait été souhaitable en considérant d'autres domaines, par exemple la fragmentation de la consommation de masse en marchés de clientèle, le développement des standards des grands groupes industriels ou encore la montée en puissance de la grande distribution, etc.

Quoi qu'il en soit, soulignons en conclusion que l'ouvrage fournit de riches références bibliographiques (malheureusement numérotées au fil du texte et rassemblées en notes en fin d'ouvrage). Même si de nouvelles publications sont apparues depuis sa sortie<sup>2</sup>, il permet de faire un point, sinon exhaustif, en tout cas très complet sur les principaux travaux réalisés dans la thématique de la qualité depuis la fin des années quatre-vingt. Cette bibliographie sera d'une aide précieuse pour tous ceux intéressés par cette thématique. Elle permet aussi de voir que l'ambition de l'ouvrage, loin d'être isolée, est partagée par de nombreux autres chercheurs, à l'INRA notamment. L'ouvrage s'inscrit dans un ensemble de travaux qui, grâce à des collaborations ou à des agencements pluridisciplinaires, a pu s'emparer d'une thématique quasiment « orpheline », au tout début des années quatre-vingt, dans le champ des sciences sociales et humaines, et ainsi la décliner en objets de recherche vivants.

Egizio VALCESCHINI  
INRA SAD, Paris

<sup>2</sup> Pour citer uniquement des publications collectives : Dubuisson S. et Neuville J.-P. (dir.), 2003, *Juger pour échanger. Vers une économie des jugements*, Versailles, INRA Éditions, collection MSH, 239 p. ; Chatriot A., Chessel M.-E., Hilton M. (dir.), 2004, *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, coll. L'espace de l'histoire, 424 p. ; Chessel M.-E., Cochoy F. (coord.), 2004, Marché et politique. Autour de la consommation engagée, *Sciences de la Société*, n° 62, 251 p. ; Teil G. (dir.), 2005, Les opérations marchandes. Pourquoi et comment les produits satisfont les consommateurs, *Économie rurale*, n° 286-287, 111 p. ; Blogoswski A., Lagrange L., Valceschini E. (coord.), 2005, Au nom de la qualité. Quelles qualités demain, pour quelles demandes ?, Actes du colloque SFER-ENITA de Clermont-Ferrand, 5 et 6 octobre, 557 p.